

EUROPEAN TELECOMMUNICATIONS
STANDARD INSTITUTE (E.T.S.I.)

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025



conseil certification audit & expertise

European Telecommunications Standard Institute ETSI

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ETSI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes



auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur Général.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nice, le 9 mars 2026

Le Commissaire aux comptes

CONCERTAE

Anis Nassif

BILAN ACTIF

Period:01/01/25..31/2/25

	Comptes N			Exercice N-1	variance
	Brut	Amort, & Prov,	01/01/2025 - 31/12/2025	01/01/2024-31/12/2024	(%)
BILAN ACTIF					
Actif Immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevet, marques, logiciels et droits similaires	3 388 609	2 646 835	741 775	993 223	-25%
Logo ETSI	92 024		92 024	92 024	0%
Matériel et Equipement informatique	3 296 586	2 646 835	649 751	901 199	-28%
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains	658 020		658 020	658 020	0%
Constructions	4 426 877	3 376 715	1 050 161	1 107 870	-5%
Installations techniques, matériel & outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	8 649 888,09	6 157 716	2 492 172	2 351 049	6%
Matériel et Equipement informatique	2 942 290	2 114 447	827 843	499 546	66%
Mobilier	207 793	167 496	40 298	43 836	-8%
Agencements divers	5 499 805	3 875 773	1 624 032	1 807 667	-10%
Immobilisations en cours	131 181		131 181	34 164	284%
Avances & acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisations					
Prêts					
Autres immobilisations financières	9 211		9 211	6 011	53%
TOTAL (I)	17 263 786	12 181 266	5 082 520	5 150 336	-1%
Actifs circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En cours de production de biens					
En cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances & acomptes versés sur commandes	567 607		567 607	893 861	-36%
Clients et comptes rattachés	2 886 457	71 312	2 815 145	9 247 262	-70%
Autres créances					
-Fournisseurs débiteurs					
-Personnel	677		677		
-Organismes sociaux	14 434	0	14 434	12 472	
-Etats, impôts sur les bénéfices					
-Etats, produits à recevoir	38 072		38 072		
-Etats, taxes sur le chiffre d'affaires	1 261 312		1 261 312	740 906	70%
-Autres	140 042		140 042		
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	15 673 378,63		15 673 379	19 690 454	-20%
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 141 265,20		2 141 265	2 616 496	-18%
Charges constatées d'avance	664 458		664 458	526 056	26%
TOTAL (II)	23 387 703	71 312	23 316 391	33 727 506	-31%
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	40 651 489	12 252 578	28 398 911	38 877 842	-27%

BILAN PASSIF			
Period:01/01/25..31/2/25			
	Comptes N	Exercice N-1	variance
	01/01/2025 - 31/12/2025	01/01/2024-31/12/2024	(%)
PASSIF			
Fonds propres			
Réserve statutaires ou contractuelles			
Réserve réglementées			
Réserves pour projet de l'entité	9 575 920,00	9 462 600,56	1%
Report à nouveau	117 203,02	113 319,44	3%
Ecart de réévaluation			
Résultat de l'exercice	43 512,82	117 203,02	
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	9 736 636	9 693 123	0%
Fonds dédiés sur ressources	33 604	188 627	
Fonds dédiés	3 371 032	1 834 707	
TOTAL (II)	3 404 636	2 023 334	
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	237 550	286 517	-17%
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	237 550	286 517	-17%
Emprunts et dettes			
Emprunts obligatoires convertibles			
Autres emprunts obligatoires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
-Emprunts			
-Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
-Divers			
-Associés			
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	5 130 867	13 186 532	-61%
Dettes fournisseurs et acomptes rattachés	2 529 606	2 357 742	7%
Dettes fiscales et sociales			
-Personnel	2 067 397	2 604 368	-21%
-Organismes sociaux	1 672 560	1 675 396	0%
-Etat, impôts sur les bénéfices	0	461	
-Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	0		
-Etat, obligations cautionnées	0		
-Autres impôts, taxes assimilés	78 312	79 080	-1%
Dettes sur les immobilisations et comptes rattachés	0	22 387	-100%
Autres dettes	428 867	1 527 210	-72%
Instrument de trésorerie			
Produits constatés d'avance	3 112 479	5 421 692	-43%
TOTAL (IV)	15 020 088	26 874 868	-44%
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	28 398 911	38 877 842	-27%

COMPTE DE RESULTAT			
Description	Compte N 01/01/25-31/12/25	Compte N 01/01/24-31/12/24	Variance
Ventes de Marchandises	-		
Productions vendues de services	30 209 684	27 543 409	10%
Ventes de biens et services	30 209 684	27 543 409	9,68%
Productions stockée			
Production Immobilisée			
Subventions d'exploitation	8 083	8 000	1%
Reprises sur Amort. et prov., transfert de charges	299 457	150 732	99%
Utilisation des Fonds dédiés	2 023 334	874 279	131%
Autres Produits	47 564	1 387	3330%
Total des produits d'exploitation	32 588 122	28 577 807	14%
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			
Variation de stock (marchandises)			
Achats de matières premières et autres appro.			
Variation de stock (matières premières et autres appro.)			
Autres achats et charges externes	12 504 333	10 819 092	16%
Impôts, taxes et versements assimilés	398 623	384 640	4%
Salaires et traitements	10 480 143	10 347 530	1%
Charges sociales	4 779 975	4 587 505	4%
Dotations aux amort. sur immos.	989 827	875 459	13%
Dotations aux provisions sur immos.			
Dotations aux provisions sur actifs circulant	25 673	6 300	308%
Dotations aux provisions pour risques et charges	151 033		
Reports en fonds dédiés	3 404 636	1 899 839	79%
Autres charges	235 932	43 190	446%
Total des charges d'exploitation	32 970 175	28 963 557	14%
RESULTAT D'EXPLOITATION	(382 052)	(385 750)	-1%
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financier de participations			
Produits des autres valeurs mobilières et créances			
Autres intérêts et produits assimilés	449 940	495 791	-9%
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change	14 126	23 631	-40%
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers	464 066	519 422	-11%
Dotations financières aux amortissements et provisions			
Intérêts et charges assimilés			
Différences négatives de changes	22 956	12 533	83%
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			
Total des charges financières	22 956	12 533	83%
RESULTAT FINANCIER	441 110	506 889	-13%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	59 058	121 139	-51%
Produits exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	(71 232)	-100%
Reprises sur provisions et transferts de charges		-	
Total des produits exceptionnels	-	(71 232)	-100%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	33 091	-100%
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			
Total des charges exceptionnelles	-	33 091	-100%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	(38 141)	-100%
Participation des salariés	-	-	
impôts sur les bénéfices	15 545	42 077	-63%
Total des Produits	33 052 188	29 168 461	13%
Total des Charges	33 008 675	29 051 258	14%
RESULTAT NET	43 513	117 203	-63%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES	-	-	-
Dons en nature			
Prestations en nature	408 600	408 600	0%
Bénévolat	-		
Total des produits exceptionnels	408 600	408 600	0%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	-	-	-
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature	408 600	408 600	0%
Personnel bénévole			
Total des charges exceptionnelles	408 600	408 600	0%

E.T.S.I.
European Telecommunications Standards Institute
Institut Européen des Normes de Télécommunication
650 Route des Lucioles
06921 SOPHIA ANTIPOLIS CEDEX
Association loi 1901 à but non lucratif

ANNEXE
AUX COMPTES CLOS LE 31/12/2025

IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION
--

Annexe au bilan de l'exercice clos le **31/12/2025**, dont le total est de **28 398 911 euros** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de **33 052 188 euros** et dégageant **un excédent net positif de 43 513 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, du **01/01/2025 au 31/12/2025**.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

DESCRIPTION DE L'ENTITE

Objet social : Ingénierie, études techniques

Nature et périmètre des activités réalisées : ETSI produit et assure la maintenance de standards techniques et autres livrables tels que requis par ses membres.

En sa qualité d'organisme de standardisation reconnu par l'Union Européenne, une des principales missions d'ETSI est de produire et assurer la maintenance de standards techniques contribuant à la mise en œuvre d'un marché unique Européen pour les télécommunications, les technologies de l'information, de la communication et autres communications électroniques, réseaux et services dans ces secteurs d'activité.

Au niveau international ETSI doit contribuer à la standardisation mondiale dans les domaines précédemment indiqués.

Moyens mis en œuvre : Un Secrétariat central au service des membres de l'association et composé de 147 collaborateurs dédiés aux supports techniques et fonctionnels des activités réalisées. ETSI met également à disposition de ses membres l'infrastructure informatique et logistique permettant à ses membres de se réunir en groupes de travail au sein des locaux dont l'association est propriétaire sur le site de Sophia Antipolis.

FAITS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2025 a été marqué par une activité soutenue pour l'Institut, dans un contexte géopolitique instable, marqué par l'accélération des évolutions technologiques.

Les revenus d'ETSI ont poursuivi leur progression, soutenus par la dynamique du secteur de la normalisation dans les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), ainsi que par l'essor des activités liées au numérique, notamment dans les domaines en forte croissance de la cybersécurité et de l'intelligence artificielle. Les contributions des membres s'élèvent, pour l'exercice 2025, à 20 172 k€. Par ailleurs, l'Institut a perçu au cours de l'exercice une subvention d'exploitation d'un montant de 420 k€, destinée à financer les activités de normalisation menées dans le cadre du mandat confié par la Commission européenne et l'AELE.

L'Institut a poursuivi en 2025 le renforcement de sa gouvernance et de ses capacités de pilotage, notamment par la création d'un département « Policy Affairs ».

L'exercice a également été marqué par la poursuite et l'élargissement de plusieurs projets spécifiques financés par l'Union européenne, parmi lesquels SESEI VI, IndiCo Global et Cyberstand.eu, ainsi que par le lancement du nouveau projet GIST. Par ailleurs, plusieurs projets soutenus par la Commission européenne et l'AELE ont été initiés ou achevés au cours de la période, confirmant la montée en charge et la diversification du portefeuille de projets européens confiés à ETSI.

Pour accompagner l'augmentation du nombre de projets et l'élargissement des activités, les dépenses du Secrétariat ont progressé, notamment en raison du renforcement des compétences techniques et de gestion de projets, ainsi que du développement des fonctions de communication et de business development.

Enfin, l'année 2025 a vu la poursuite de la mise en œuvre du projet « Training in Standardisation », approuvé lors de l'Assemblée Générale n°82. Ce programme, soutenu par l'affectation de ressources dédiées à l'éducation, vise à renforcer la sensibilisation et la formation aux activités de normalisation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Depuis l'exercice clos au 31/12/2023 et conformément au règlement précédemment cité, ETSI comptabilise en fonds dédiés les financements reçus d'organismes publics ou de ses membres et non entièrement consommés à la date de clôture de chaque exercice

En application du règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022, par anticipation ETSI a supprimé les comptes de transferts de charges à compter de l'exercice clos au 31/12/2024.

Les remboursements reçus directement en compensation des charges de personnel sont inscrit en compte 649 – remboursements de charges de personnel.

À compter de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les catégories de charges et produits exceptionnels ont été retraitées afin d'appliquer les dispositions du nouveau règlement ANC 2022-06. Les éléments exceptionnels sont désormais limités aux seuls événements présentant un caractère majeur et inhabituel.

En conséquence, les comptes 675 et 775 relatifs aux cessions d'immobilisations ont été reclassés en gestion courante, respectivement en comptes 657 et 757.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

METHODES GENERALES D'EVALUATION

Immobilisations incorporelles :

Depuis l'Assemblée Générale du 24 et 25 novembre 2009, ETSI comptabilise en immobilisations incorporelles les logiciels et développements informatiques qui nécessitent d'être amortis sur plusieurs années et suivant les durées habituellement pratiquées.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire et les durées qui ont été retenues sont les suivantes :

- Logiciels	3 ans
- Développement Logiciel Dare (IPR)	5 ans
- Progiciel MS Dynamics NAV	5 ans
- 3GPP Ultimate	3 ans
- Directory Services (application basée sur une interface web)	5 ans

Note : Lorsque les acquisitions sont réalisées exclusivement dans le cadre d'un projet financé par une subvention et que leur utilisation est strictement limitée à ce projet, la durée d'amortissement retenue peut être alignée sur la durée de vie du projet concerné. Cette pratique demeure conforme au principe comptable selon lequel la durée d'amortissement doit refléter la durée réelle d'utilisation de l'actif.

Terrains :

À l'issue d'un contrôle fiscal intervenu en 2012, lequel a mis en évidence que la valeur des terrains n'avait pas été isolée de la base amortissable des immeubles acquis en 2004 et 2005, les bâtiments ont été ventilés comptablement pour laisser ressortir la valeur des terrains, à effet au 1^{er} janvier 2012.

La valorisation des terrains a été arrêtée respectivement à 361 920 euros pour le bâtiment principal et 296 100 euros pour le bâtiment Einstein. Le montant amorti à tort sur les terrains a été comptabilisé en report à nouveau pour 191 542 euros, les constructions restant amorties sur les mêmes durées que précédemment.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue.

1) Immeubles acquis en 2004 et 2005 :

Ces immeubles avaient fait l'objet de constructions en 1974, 1984 et 1989.

Dans le respect de la réglementation en matière de comptabilisation des immobilisations, les bâtiments acquis pour un prix forfaitaire global ont fait l'objet d'une décomposition par éléments de construction divisés en gros œuvre et second œuvre et l'éclatement selon la méthode des composants a été établi comme suit :

Gros œuvre

	Valorisation du Composant	Durée Amort.
Fondations et terrassement	15% de la valeur de l'immeuble	50 ans
Murs	15% de la valeur de l'immeuble	50 ans
Toiture	15% de la valeur de l'immeuble	25 ans
Plomberie	5% de la valeur de l'immeuble	20 ans
Electricité	5% de la valeur de l'immeuble	20 ans
Sous total	55%	

Second œuvre

	Valorisation du Composant	Durée Amort.
Electricité	10% de la valeur de l'immeuble	20 ans
Plomberie	10% de la valeur de l'immeuble	20 ans
Fermetures	5% de la valeur de l'immeuble	20 ans
Finitions	20% de la valeur de l'immeuble	15 ans
Sous total	45%	
Total général	100%	

2) Constructions créées en 2013 :

Les travaux amorcés en 2012 et définitivement livrés en 2013, ont été engagés afin d'obtenir le statut E.R.P. (Etablissement Recevant du Public) du Bâtiment Principal, et de se mettre en conformité avec la réglementation P.M.R. (Personne à Mobilité Réduite) qui devait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2015. Les prestations réalisées relèvent majoritairement du domaine du « second Œuvre », et l'identification des différents composants et leur durée d'amortissement est listée ci-après :

Second œuvre

	<i>Valorisation du Composant</i>	<i>Durée Amort.</i>
Maçonnerie	valeur d'acquisition	20 ans
Ascenseurs	valeur d'acquisition	20 ans
Menuiserie Métallique	valeur d'acquisition	15 ans
Plomberie	valeur d'acquisition	15 ans
Electricité	valeur d'acquisition	15 ans
Air Conditionné/Prod eau chaude	valeur d'acquisition	10 ans
Menuiserie	valeur d'acquisition	10 ans
Finitions	valeur d'acquisition	10 ans
Etudes (Architecte, BE)	valeur d'acquisition	10 ans

La mise en service de ces constructions, a été déterminée comme suit :

- 21 mars 2013 pour les travaux réalisés dans le Bâtiment principal. Cette date correspond à celle du passage de la Commission de Sécurité, dont le rapport a validé l'obtention du statut ERP
- 15 novembre 2013, date d'achèvement des travaux effectués dans le Bâtiment Einstein

3) Constructions créées en 2014 :

Les travaux amorcés en 2013 et définitivement livrés en 2014, ont permis d'ajouter une extension à l'amphithéâtre existant « Athéna » en vue d'accroître sa capacité d'accueil de 70 places, passant ainsi de 170 à 240 sièges. Ces travaux ont également été l'occasion de mettre cet amphithéâtre en conformité avec les normes E.R.P. (Établissement Recevant du Public) et P.M.R. (Personne à Mobilité Réduite).

Les prestations réalisées relèvent majoritairement du domaine du « second Œuvre », et l'identification des différents composants et leur durée d'amortissement est listée ci-après :

Second œuvre	<i>Valorisation du Composant</i>	<i>Durée Amort.</i>
Maçonnerie	valeur d'acquisition	20 ans
Menuiserie Métallique	valeur d'acquisition	15 ans
Plomberie	valeur d'acquisition	15 ans
Electricité	valeur d'acquisition	15 ans
Air Conditionné	valeur d'acquisition	10 ans
Menuiserie	valeur d'acquisition	10 ans
Finitions	valeur d'acquisition	10 ans
Etudes (Architecte, BE)	valeur d'acquisition	10 ans

La mise en service de ces constructions a été fixée au 1er juillet 2014, date à laquelle l'ensemble des travaux a été finalisé, ce qui a permis une exploitation optimale des nouvelles infrastructures livrées.

Les investissements réalisés en 2023 dans le cadre de la rénovation du bâtiment Einstein ont été comptabilisés à la valeur d'acquisition et amortis par composant selon les règles habituellement pratiquées, et ont conduit à mettre au rebut certaines installations anciennes et remplacées, ainsi que le mobilier et les équipements.

4) Autres Immobilisations Corporelles

- Matériel Audio Vidéo et outillage	4 à 5 ans
- Installations générales – Infrastructures réseaux	5 à 20 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

Aucune réévaluation n'a été pratiquée.

Note : Lorsque les acquisitions sont réalisées exclusivement dans le cadre d'un projet financé par une subvention et que leur utilisation est strictement limitée à ce projet, la durée d'amortissement retenue peut être alignée sur la durée de vie du projet concerné. Cette pratique demeure conforme au principe comptable selon lequel la durée d'amortissement doit refléter la durée réelle d'utilisation de l'actif.

Immobilisations en cours :

À la clôture de l'exercice, 131 181 euros étaient inscrits en immobilisations en cours qui se décomposaient comme suit :

- 84 k€ Forti Authenticator 200 users
- 16 k€ ETSI website Design & Development
- 15 k€ eWPM 2.0 Bundle 1
- 13 k€ Travaux d'isolation phonique
- 3 k€ Logiciels - Upgrade des systèmes de stockage des caméras de sécurité

Immobilisations financières :

La valeur brute correspond au coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Disponibilités :

Elles ont été évaluées à leur valeur nominale

NOTES SUR LES COMPTES

ACTIF

Actif immobilisé

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<u>Valeurs brutes</u>				
Immobilisations incorporelles	3 211 723	176 885	0	3 388 609
Terrains	658 020	0	0	658 020
Immobilisations corporelles	12 478 197	646 722	48 154	13 076 765
Immobilisations en cours	34 163	131 181	34 163	131.181
Immobilisations financières	6 011	3 200		9 211
Total	16 388 114	957 987	82 317	17 263 784
<u>Amortissements</u>				
Immobilisations incorporelles	2 218 500	428 335		2 646 836
Immobilisations corporelles	9 019 277	561 493	46 339	9 534 431
Total	11 237 777	989 828	46 339	12 181 266

À la clôture de l'exercice 2025, les « Immobilisations Financières » s'élèvent à 9 211 euros. Elles comprennent le dépôt de garantie versé à la société ALTF à New Delhi (Inde) pour une valeur correspondant à trois mois de loyer pour les locaux occupés en Inde dans le cadre du projet SESEI qui est mené en co-partenariat avec la Commission Européenne, AELE et CEN-CENELEC et pour lequel ETSI assure la direction de projet. Elles comprennent également, le dépôt de garantie versé à la société BV INTEROFFICE au titre de la location d'espaces de bureaux à Bruxelles.

État des créances à la clôture de l'exercice

Etat des créances		Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières		9 211		9 211
Clients douteux ou litigieux		71 312	71 312	
Autres créances clients		2 815 145	2 815 145	
Personnel et comptes rattachés		-		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		-		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	26 531	26 531	
	Taxe sur la valeur ajoutée	1 261 312	1 261 312	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	11 541	11 541	
	Divers	155 153	155 153	
Groupe et associés		-		
Autres créiteurs divers		567 607	567 607	
Charges constatées d'avance		664 458	579 895	84 563
TOTAL		5 582 270	5 488 496	93 774

Charges constatées d'avance : 664 458 euros

Elles concernent principalement des dépenses liées à de la maintenance informatique pour 207 k€, des frais de voyages payés d'avance pour 104 k€, des prestations de service facturées d'avance par des centres de congrès et hôtels pour des événements à venir en 2026 à hauteur de 278 k€, des contrats de maintenance divers de location et des abonnements à différents services qui ne seront exécutés qu'en 2026 pour 19 k€, et enfin des primes d'assurance pour 56 k€.

Disponibilités : 17 814 644 euros

Le montant net des disponibilités s'élève à 17 814 644 euros au 31 décembre 2025 et il se décompose comme suit :

Compte sur Livret et autres placements : 15 673 379 euros

Solde des comptes courants : 2 140 312 euros

Caisse : 953 euros

Ce solde est à comparer aux 22 306 950 euros disponibles à fin décembre 2024, soit une variation négative de 4 492 306 euros.

Cette variation de trésorerie négative est la résultante de :

+ 2 291 k€ de capacité d'autofinancement au titre de l'exercice 2025

- 4 812 k€ en variation du besoin en fonds de roulement.

- 1 053 k€ de fonds reçus par la Commission Européenne en 2024 dans le cadre de deux projets dont l'ETSI est le coordinateur qui ont été reversés en 2025 aux différents partenaires de ces consortiums et,

- 918 k€ employés pour financer les investissements.

PASSIF

Etat des fonds propres et réserves au 31 décembre 2025

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	9 462 601		113 319		9 575 920
Report à nouveau	113 319	117 203		113 319	117 203
Excédent ou déficit de l'exercice	117 203	- 117 203	43 513		43 513
Situation nette	9 693 123	-	156 832	113 319	9 736 636
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	9 693 123	-	156 832	113 319	9 736 636

Réserves pour projet de l'entité : 9 736 636 euros

Sur décision de l'Assemblée Générale 84 le report à nouveau à la fin de l'exercice 2024 a été incorporé au fonds de réserve spécial pour un total de 113 319 euros portant le montant de ce fonds de 9 462 601 euros à fin 2024, à 9 575 920 euros au 31 décembre 2025.

Mouvements des fonds propres sur 2025 :

Affectation de l'excédent net de l'exercice 2024 de 117 203 euros au **Report A Nouveau**.

Fonds dédiés : 3 404 636 euros

VARIATIONS DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE
			Montant global	Dont remboursements		Montant global
Subventions d'exploitation	-					
Contribution financières d'autres organismes	2 023 334	3 404 636	- 2 023 334			3 404 636
Resources liées à la générosité du public	-					
TOTAL	2 023 334	3 404 636	- 2 023 334	-	-	3 404 636

Les fonds dédiés reportés à fin 2025 concernent :

- Neuf projets financés par les fonds de la Commission Européenne et l'AELE pour 3 371 k€
- Un projet approuvé par les membres de l'ETSI lors de l'Assemblée Générale de novembre 2023 a été mouvementé de 155 k€.

Provision pour litiges et dépréciations : 237 550 euros

Cette provision correspond à des risques sociaux :

Etat des Provisions	PROVISIONS AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS REPRISES DE L'EXERCICE	PROVISIONS A LA FIN DE L'EXERCICE
Provisions réglementées	0	0	0	0
Provisions pour risques	286 517	151 033	200 000	237 550
Provisions pour charges	0	0	0	0
TOTAUX	286 517	151 033	200 000	237 550

Etat des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des dettes		Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés		2 529 606	2 529 606	
Personnel et comptes Rattachés		2 067 397	2 067 397	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		1 672 560	1 672 560	
Etat et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices		0	
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	78 312	78 312	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			0	
Avances et acomptes reçus		5 130 867	4 721 795	409 072
Autres dettes		428 867	428 867	
Produits constatés d'avance		3 112 479	3 112 479	
TOTAL		15 020 088	14 611 016	409 072

Avances & acomptes reçus : 5 130 867 euros

Le solde du compte se compose des avoirs à établir aux membres relatifs à l'année 2022, pour un montant de 490 k€. Par dérogation à l'article 10.3.1 des Directives de l'Association, les avoirs issus de l'exercice 2022 ont été conservés afin de permettre la réduction d'éventuelles notes de débit susceptibles d'être émises à la clôture de l'exercice 2025, dans l'hypothèse où le déficit budgété serait confirmé, ou lors des exercices ultérieurs. Conformément à la décision de l'Assemblée Générale n° 86, un montant de 360 k€ a été affecté aux contributions des membres au titre de l'exercice 2025.

Il comprend également une avance long terme de 409 k€ comptabilisée au titre du projet 3GPP.

Le solde de ce poste constitue les contributions des membres 2026 perçues d'avance pour un montant de 4 232 k€.

Produits constatés d'avance : 3 112 479 euros

Il s'agit principalement de produits liés à la facturation d'avance, établie en décembre 2025, mais qui concernent des revenus afférents à l'exercice 2026. Ces produits se décomposent comme suit :

511 k€ au titre de la facturation 2026 réalisée en décembre 2025 aux membres pour leur participation à venir aux réunions de 3GPP,

1 501 k€ de fonds reportés pour l'organisation des réunions du 3GPP en Europe,

773 k€ pour les projets STF/TTF,

326 k€ correspondant aux contributions des partenaires 3GPP, en attente d'une décision concernant l'affectation de ces fonds non utilisés en 2025.

PRODUITS

Chiffre d’Affaires : 30 209 684 euros

Les contributions facturées aux membres ont représenté près de 69% du total des produits de l’Institut en 2025. Les financements versés par la Commission européenne et l’AELE ont, quant à eux, contribué à hauteur de 9% des ressources, sous la forme d’une subvention d’exploitation ainsi que de subventions dédiées finançant des projets spécifiques dont la durée peut excéder l’exercice en cours.

Les produits reconnus au titre des subventions dédiées correspondent à la fois à des contrats signés avant 2024 et à de nouveaux financements européens obtenus en 2025. Les écritures de clôture ont été établies dans le strict respect du principe d’indépendance des exercices.

Les contributions des partenaires au projet 3GPP, les financements volontaires versés par certains membres pour la réalisation de projets spécifiques, les ventes de standards, de codes et d’algorithmes, ainsi que divers autres produits (notamment les frais d’inscription à des événements), complètent l’ensemble du chiffre d’affaires de l’exercice.

Autres Produits : 2 378 438 euros

Les autres produits sont constitués de reprises de provisions de créances douteuses à hauteur de 99 k€, d’une reprise de provision pour risques et charges pour un montant total de 200 k€, de subventions d’exploitation à hauteur de 8 k€ et de l’utilisation des fonds dédiés disponibles au 31/12/2024 pour un montant de 2 024 k€.

Le solde de 48 k€ provient du compte produit divers de gestion.

Produits Financiers : 464 066 euros

Les excédents de trésorerie ont fait l’objet de placements en comptes sur Livret tout au long de l’exercice 2025, mais aussi d’investissements en compte-titres générant des intérêts à hauteur de 450 k€.

Les gains de change s’élèvent à 14 k€.

Produits exceptionnels : 0 euro

À compter de l’exercice clos le 31 décembre 2025, les catégories de charges et produits exceptionnels ont été retraitées afin d’appliquer les dispositions du nouveau règlement ANC 2022-06. Les éléments exceptionnels sont désormais limités aux seuls événements présentant un caractère majeur et inhabituel. En conséquence, les comptes 675 et 775 relatifs aux cessions d’immobilisations ont été reclassés en gestion courante, respectivement en comptes 657 et 757.

Charges

Charges d'exploitation : 32 970 175 euros

La masse salariale chargée représente 46.3% des charges d'exploitation de l'exercice 2025 en augmentation de 2,2 % en comparaison à 2024.

Les coûts liés à la consommation énergétique ont sensiblement augmenté en 2025, atteignant 155 k€, contre 136 k€ en 2024. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation des volumes de consommation sur l'exercice 2025.

L'activité est restée soutenue en 2025, les autres consommations de services liées aux bâtiments et autres prestations de sous-traitance (prestations d'accueil, ménage...) ont augmentées de 6%.

L'organisation d'événements et réunions s'est poursuivie en 2025 toujours avec un mix de mode présentiel et de mode virtuel afin de faciliter la présence et l'accès au plus grand nombre.

Des coûts de restauration, de location de lieux de réunion sont enregistrés en complément des autres prestations de services engendrés par des besoins plus importants en assistance technique et audiovisuelle.

En 2025, le poste voyages et déplacements s'élève à 1 066 k€, soit un niveau légèrement supérieur à celui de 2024.

Les applications informatiques en usage au sein de l'ETSI sont en continuelle amélioration pour s'adapter au mieux au contexte et à l'environnement, mais également pour répondre aux nouveaux besoins exprimés par les Membres ou par la Commission Européenne et l'AELE.

La maintenance et le debugging des applications historiques sont confiées à une tierce partie.

Le recours à des prestataires externes pour fournir l'expertise nécessaire à la production des équipes projets, lesquels sont financés pour partie par des fonds alloués par la Commission Européenne et l'AELE, fluctue en fonction de l'activité de ces équipes projet et des délais imposés pour la remise des livrables.

Compte tenu du plan d'investissement réalisé au cours des trois dernières années et de la durée de vie attendue des immobilisations acquises ou créées, les dotations aux amortissements (incorporelles et corporelles) ont atteint 990 k€ en 2025 à comparer à 875 k€ de 2024.

Des provisions pour créances douteuses ont été comptabilisées à hauteur de 26 k€ au titre de créances diverses, ainsi que des cotisations dues pour l'année 2025 et non acquittées à la date de clôture de l'exercice, alors que les Directives de l'Institut stipulent qu'elles sont dues dans leur intégralité au 1er jour de l'année pour laquelle elles sont facturées. Les dossiers ont été confiés à une société de recouvrement.

Une provision pour risques et charges d'un montant de 150 k€ a été constituée afin de couvrir un risque social identifié à la clôture de l'exercice.

Charges Financières : 22 956 euros

Concernent des pertes de change.

Charges exceptionnelles : 0 euro

À compter de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les catégories de charges et produits exceptionnels ont été retraitées afin d'appliquer les dispositions du nouveau règlement ANC 2022-06. Les éléments exceptionnels sont désormais limités aux seuls événements présentant un caractère majeur et inhabituel. En conséquence, les comptes 675 et 775 relatifs aux cessions d'immobilisations ont été reclassés en gestion courante, respectivement en comptes 657 et 757.

Impôts société : 15 545 euros

Le résultat net fiscal 2025 s'est élevé à 62 178 euros. Le montant calculé d'Impôt sur les Sociétés à acquitter sur ce résultat s'élève à 15 545 euros.

Excédent Net 2025 : 43 513 euros

AUTRES INFORMATIONS

Ventilation de l'effectif moyen :

	<u>31/12/25</u>	<u>31/12/24</u>
Cadres	124	104
Employés	<u>23</u>	<u>23</u>
Total	147	127

Engagements hors bilan :

Une caution a été donnée pour 1,2 k€ et concerne les cartes d'essence.

Engagements en matière de retraite :

Le montant des indemnités de fin de carrière est évalué au 31/12/2025 à environ 1 208 703 Euros, selon les hypothèses de calcul suivantes :

- augmentation annuelle des salaires de 2% constant
- taux d'actualisation de revalorisation du fonds est de 4.04% (inflation comprise)
- taux de rotation de 9.46% pour les non-cadres et 10.17% pour les cadres
- taux de charges sociales de 43.56 % pour les non-cadres et 46.54 % pour les cadres

A la fin décembre 2006, l'association ETSI a souscrit un contrat « Indemnités de Fin Carrière » avec la société CARDIF (BNP) et a effectué des versements de 50 k€ en 2006, 100 k€ en 2007, 150 k€ en 2009, 125 k€ en 2011, 200 k€ en 2013 et 800 k€ en 2014. Il n'y a pas eu de versements en 2008, 2010, 2012, et entre 2015 et 2023. Un versement de 170 k€ a été réalisé en 2024.

L'association a également perçu, un remboursement de 277 k€ en 2023, un remboursement de 175 k€ 2024 au titre des départs à la retraite.

L'association a effectué une demande de règlement au titre des départs à la retraite en 2025 de 138 k€.

A la clôture les versements actualisés s'élèvent à 1 621 460 euros.

* * *